

# LES CHIFFRES DU MOIS

## 18 millions

C'est le nombre de personnes issues d'une minorité ethnique et vivant en Birmanie. Sur les 55 millions d'habitants du pays, 1/3 est originaire d'une minorité.

Depuis 1982, le gouvernement reconnaît officiellement 135 ethnies. Les Rohingya n'en font pas partis.



©Pauline Autin



©Thet Swe Win

## 9 400

Rohingya auraient perdu la vie entre le 25 août et le 24 septembre 2017, dont 730 enfants de moins de cinq ans, selon MSF.

## 1 Milliard

L'ONU a lancé le 16 mars un appel de fonds de 951 millions de dollars pour venir en aide aux Rohingya réfugiés dans des camps du Bangladesh et permettre leur rapatriement.



©Thet Swe Win

**AGISSONS POUR LA PAIX ET LA DÉMOCRATIE EN BIRMANIE**

### Un nouveau président pour une Birmanie instable et dans la tourmente

Le Président Htin Kyaw, proche d'Aung San Suu Kyi, a démissionné le 21 mars afin de « s'accorder du repos », après presque deux ans à exercer la fonction de Président de la Birmanie. C'est alors Win Myint, 66 ans, ancien avocat et prisonnier politique proche de la dirigeante Aung San Suu Kyi, qui lui succède. Elu par le parlement, le 28 mars dernier, rien ne devrait pour autant beaucoup changer en Birmanie. Le poste de président est largement honorifique depuis la création en 2016 de celui de conseiller d'État, taillé sur mesure pour Aung San Suu Kyi.

Celle-ci, ne pouvant pas occuper un poste de président pour des raisons constitutionnelles\* avait expliqué, au lendemain de l'élection du premier président civil Htin Kyaw en avril 2016, qu'elle serait « au-dessus » du président.

*\*Il est interdit à quiconque ayant des enfants de nationalité étrangère, ce qui est le cas de Aung San Suu Kyi qui a deux fils britanniques, d'occuper le poste de président.*

### Wirathu: entre levée d'interdiction de sermons et sanction sur Facebook

Le 9 mars, le moine ultra-nationaliste Parmaukkha est libéré de prison. Il avait organisé une manifestation anti-Ronhingya devant l'ambassade américaine à Rangoun en avril 2016. La même semaine, l'interdiction de sermons du moine Wirathu était levée. Elle aura duré un an. Connu pour ses discours de haine à l'encontre des musulmans, le moine ultra-nationaliste Wirathu était, malgré la sanction, très actif sur les réseaux sociaux. Si bien que Facebook, premier réseau social en Birmanie, a dû fermer son compte. Un porte-parole de l'entreprise américaine expliquait à l'AFP que le compte de Wirathu avait été supprimé car les « normes communautaires interdisent les organisations et les personnes qui promeuvent la haine et la violence ».



### Les violeurs passibles de la peine de mort en Birmanie

Le 26 mars, le tribunal de Mandalay a condamné à mort par pendaison le violeur d'une fillette de deux ans et demi décédée peu de temps après l'agression. Cette peine fait écho à la publication d'un rapport, par le Ministère de l'Intérieur, faisant état de la hausse du nombre de viols en Birmanie. Peu après la publication de ce rapport, de nombreuses femmes révoltées se sont prononcées en faveur de l'instauration de la peine de mort à l'encontre des violeurs. Dans ce sens, une pétition appelant à l'application de la peine de mort en cas de viols a été lancée par l'organisation « 4 Women's Voice ». La pétition qui a circulé dans tout le pays a récolté plus de 300 000 signatures. Le condamné à mort a sept jours pour faire appel. La peine de mort n'ayant pas été appliquée depuis 1988 en Birmanie, il semblerait que l'exécution effective de cette peine doit, dans tous les cas, être soumise à l'approbation d'une Cour supérieure.



### Reprise du conflit armé dans l'état Karen : les populations prennent la fuite

Selon le réseau de soutien à la paix dans l'état Karen, pas moins de six bastions composés d'environ 600 soldats se sont introduits dans l'état Karen dans la région de Hpapun le 4 mars, violant l'accord de cessez-le-feu national. L'Union National Karen (UNK) comme l'armée birmane (Tatmadaw) avaient signé cet accord en 2012. Depuis, les affrontements entre les deux armées se sont intensifiés. En tout, pas moins de 2 000 personnes, de 11 villages avoisinant les zones de conflits, ont fui leurs domiciles. 600 autres se tiennent prêtes à partir si l'instabilité s'avère croissante. Ces opérations ont provoqué le plus grand déplacement civil dans l'état Karen depuis septembre 2016, lors de la prise de contrôle par le Tamadaw de la route de Mae Tha Waw. Dans une lettre ouverte adressée à la dirigeante de facto de la Birmanie, deux chefs de villages de l'Etat Karen demandent à Daw Aung San Su Kyi d'utiliser son influence pour stopper les incursions de l'armée sur leur territoire. La lettre réclame le retrait des forces armées birmanes, la fin de la construction de cette route et le démantèlement de 17 bases militaires réparties dans le district de Hpapun.



### Rapatriement : moins de 400 Rohingya identifiés par la Birmanie

**374** – C'est le nombre de réfugiés Rohingya dont l'identité a pu être vérifié par les autorités birmanes, en vue d'un possible rapatriement du Bangladesh vers la Birmanie. Les responsables birmanes accusent leurs voisins de ne pas leur fournir les informations adéquates. D'après les informations recueillies par Reuters, le secrétaire du Ministère des Affaires étrangères, Myint Thu, a déclaré que les autorités avaient vérifié les documents remis par le Bangladesh en février concernant 8 032 réfugiés. « *Nous avons vérifié l'identité de 374 d'entre eux. Ils constitueront le premier groupe de rapatriés [...] Ils peuvent revenir quand ils le souhaitent.* » Le responsable birman n'a pas précisé si ces réfugiés avaient émis le souhait de rentrer dans l'Arakan. Pour le reste, les dossiers auraient été rejetés en raison de l'absence d'empreintes digitales ou de photographie qui auraient pu, selon lui, permettre d'établir si ces personnes avaient bien vécu en Birmanie auparavant. Face à ce discours, le Bangladesh doute de l'intention des autorités birmanes de permettre effectivement le rapatriement des réfugiés.

La Birmanie est un pays où le travail de la terre domine. Le secteur agricole représente 37,8% du PIB et 25 à 30% des exportations dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture, selon les Nations Unies. Pourtant, sur 65 millions d'hectares de terre, la Birmanie n'exploite que 20% de sa superficie soit 12,6 millions d'hectares. Les principales productions du pays sont le riz, les haricots, les légumineuses et le maïs. Elles se concentrent autour du delta de l'Irrawaddy pour le riz et les haricots et dans les hautes terres tempérées pour le maïs. Selon le ministère du Commerce, la Birmanie arrive au deuxième rang des exportations mondiales d'haricots avec 1 milliard de dollars en 2017 contre 800 millions de dollars pour le riz. Dans les zones sèches, en Birmanie centrale, les agriculteurs cultivent le sésame, le tournesol et les fruits tel que la pastèque, les oranges et les piments. Dans les montagnes Shan, Chin et Kachin, on plante du soja, du café, du thé et des fraises. Afin de poursuivre son développement économique, la Birmanie devrait poursuivre ses exportations avec d'autres cultures. A titre d'exemple, « *Le Myanmar pourrait devenir un exportateur de café aussi important que le Vietnam (deuxième exportateur mondial).* Aussi le pays manque d'usines et d'infrastructures pour transformer ses produits et les commercialiser », a indiqué Dr Tin Htut Oo, ancien directeur général du ministère de l'Agriculture et de l'Irrigation.



# LES FOCUS DU MOIS

## Rohingya : anéantissement d'une communauté et d'une identité

### LANCEMENT RAPPORT

Le 03 avril dernier

### ROHINGYA : ANÉANTISSEMENT D'UNE COMMUNAUTÉ ET D'UNE IDENTITÉ

Depuis le 25 septembre 2017, plus de 688 000 Rohingya se sont réfugiés au Bangladesh, alors que le nettoyage ethnique mené par l'armée birmane à l'encontre des Rohingya continue. Le 12 mars, Amnesty International, images satellites à l'appui indiquait que des bases militaires étaient en construction sur les villages Rohingya d'abord rasés au bulldozer.

Ces actes démontrent la militarisation croissante du nord de l'état d'Arakan, et rappellent l'impossibilité de retours en Birmanie sûrs, dignes et volontaires pour les Rohingya.

Les violences à l'encontre des Rohingya ne sont pas un phénomène nouveau, mais la situation est sans précédent. Dans un système institué et maintenu par les autorités birmanes depuis des décennies, les Rohingya – dépouillés de leur citoyenneté via la loi de 1982 – sont privés de leurs droits les plus basiques comme la liberté de mouvement, l'accès aux soins et à l'éducation.

Dans son nouveau Rapport « Rohingya : anéantissement d'une communauté et d'une identité », Info Birmanie revient sur plusieurs points cruciaux permettant de comprendre les enjeux de cette crise :

L'histoire de l'Arakan, de la période pré-coloniale à nos jours  
Les opérations de « nettoyage de l'armée »  
Les abus documentés mis en relation avec les obligations existantes en vertu du droit international  
Les recommandations d'Info Birmanie

L'impunité de l'armée, si elle reste incontestée, favorisera la perpétration de nouveaux abus au travers du pays. La situation menace gravement la transition politique, et le gouvernement civil birman a minimisé la gravité des abus perpétrés en Arakan, utilisant l'argument terroriste pour légitimer les agissements de l'armée.

Le gouvernement a plusieurs fois rejeté toute coopération avec la mission d'établissement des faits mandatée par le Conseil de droits de l'Homme en mars 2017.

Fin décembre dernier, il annonçait sa décision de refuser l'accès au pays à Yanghee Lee, Rapporteuse Spéciale des Nations Unies et de cesser toute coopération jusqu'à la fin de son mandat. Cette dernière s'est pourtant dite « de plus en plus convaincue que les crimes commis portent les marques d'un génocide », le 12 mars dernier. L'accès à la justice est une étape cruciale pour ce pays en transition.

RAPPORT CONSULTABLE SUR LE SITE D'INFO BIRMANIE

AGISSONS POUR LA PAIX ET LA DÉMOCRATIE EN BIRMANIE

### À la veille de la mousson, le sort des Rohingya s'assombrit

**Camps de réfugiés, Bangladesh** – La mousson, autrement dit saison des pluies, commencera en mai en Asie du Sud-Est. La météo s'avère être une menace supplémentaire pour les Rohingya, entassés dans les camps au Bangladesh.

Ils sont environ 688 000 réfugiés à s'être installés dans des camps sur les rives du Bangladesh depuis août 2017. Après avoir enduré les sévices de l'armée birmane et fui une mort certaine, les pluies diluviennes attendues dans les mois à venir sont une menace supplémentaire pour les Rohingya. Débutant en douceur en avril, les pluies ne cesseront de s'intensifier au cours de l'été.

Avec désormais plus de 900 000 Rohingyas sur son territoire, le Bangladesh bat à nouveau un triste record, celui d'accueillir le plus grand camp de réfugiés au monde. A lui seul, le camp de Kutupalong-Balukhali accueille 585 000 personnes, au dernier recensement de l'ONU datant du 11 février. Dans ces conditions, alors que l'ONU recommande au minimum 35 m<sup>2</sup> par personne disponible dans un camp, on compte en moyenne 15 m<sup>2</sup> par personne dans les camps de Rohingya. Certains secteurs de Kutupalong-Balukhali atteignent une densité record d'à peine 5 m<sup>2</sup> par personne.

Les abris sont plus que rudimentaires : une bâche en guise de toiture tendue par des bambous qui peuvent héberger jusqu'à une dizaine d'individus. Ceux qui n'ont pu s'en munir se tassent sous les arbres qui ont échappé aux opérations de défrichage. Le déboisement massif, bien que nécessaire, a fragilisé les sols. La forêt constitue en effet une barrière naturelle utile pour réduire la puissance des vents cycloniques, et retenir les sols lors des pluies de mousson. Des glissements de terrain sont à prévoir en nombre, d'autant plus que la zone est vallonnée et sableuse. Une étude de vulnérabilité conduite par le HCR, l'OIM, REACH, l'ADPC (Asian Disaster Preparedness Centre) et l'université de Dhaka, estime qu'environ un tiers de la superficie des camps est sujet aux inondations. De plus des vents violents pourraient entraîner la projection de différents matériaux causant des blessures voire des morts.

### Un risque sanitaire majeur

Selon le rapport d'ACAPS de mars 2018, les opérations humanitaires pourraient être interrompues et la distribution de nourriture ainsi que les ambulances devront faire face à des terrains impraticables pour des véhicules motorisés. Les principales structures des organisations humanitaires risquent également d'être emportées par les glissements de terrain. Les centres de santé, les latrines et les puits pourraient être détruits entraînant d'importantes épidémies. La contamination des puits, provoquée par le débordement des latrines et la défécation en plein air, constitue un risque sanitaire majeur, propice à l'arrivée du choléra. Le drainage insuffisant des sols rendra également difficile l'évacuation des eaux stagnantes, propices au développement du paludisme.



©Thet Swe Win

### Une course contre la montre

Afin de minimiser les dégâts, l'aide humanitaire s'organise et distribue des kits d'abris améliorés et des sacs de sable afin de consolider ces derniers. Selon un rapport du HCR, plusieurs projets d'ingénierie sont également en cours pour construire des sentiers et des escaliers en bambou, des ponts surélevés, des murs de soutènement en bambou / brique / béton pour la stabilisation des sols et des réseaux de drainage. Une campagne d'information et de sensibilisation est également appliquée dans les camps. Il faut savoir que les Rohingyas vivaient dans des plaines de basse altitude dans la région de Maungdaw, dans l'état d'Arakan et n'ont jamais connu de glissement de terrain. Malgré tout, le temps risque de manquer.

Dans une tribune pour l'Institut de Relations Internationales et Stratégiques (IRIS), de février 2018, Alice Baillat écrit : « Régulièrement exposé aux aléas climatiques [...], le Bangladesh est passé maître dans la gestion des catastrophes naturelles, et dispose d'un arsenal institutionnel conséquent pour réduire les dommages humains et matériels. Si on peut donc compter sur la résilience des Bangladais pour espérer que le pire soit évité lorsque les pluies vont arriver, cela dépendra pour beaucoup de la volonté du gouvernement du pays de faciliter le travail des partenaires humanitaires, et de mobiliser son savoir-faire en matière de réduction des risques de catastrophes, pour protéger les Rohingyas. La construction d'infrastructures en dur dans les camps serait par exemple nécessaire pour mettre à l'abri les populations des cyclones et des inondations, mais des résistances se font sentir de la part des autorités. Alors qu'elles espèrent encore un rapatriement rapide des Rohingyas en Arakan, autoriser la construction de bâtiments en béton résonne en effet déjà comme un aveu d'échec des négociations menées avec le régime birman [...] »

Pauline Autin



©Pauline Autin

AGISSONS POUR LA PAIX ET LA DÉMOCRATIE EN BIRMANIE